

La vie bousculée des jeunes Américains en France

Même à distance, les étudiants états-uniens continuent de subir l'actualité chaotique de leur pays

Assis sur les berges de la Saône, téléphone à la main, Luke, 20 ans, fait défiler les nouvelles qui tombent sans discontinuer. A l'université de l'Oregon, où il suit une licence d'histoire et de science politique, des camarades ont été arrêtés. « Ils protestaient contre la politique migratoire de Donald Trump. J'aurais aimé être avec eux. » Lui-même avait manifesté, en 2025, contre la guerre à Gaza.

Depuis janvier, ce natif de Boston (qui n'a pas souhaité donner son nom, comme les personnes citées par leur prénom) participe à un programme d'échange à l'Institut d'études politiques de Lyon. Il observe son pays basculer à distance : descentes musclées de la police de l'immigration, appels à boycotter les médias, frappes militaires en Iran. « Je suis inquiet de la nouvelle guerre au Moyen-Orient, ce n'était pas nécessaire », souffle-t-il. Ces événements ne font que renforcer son envie de se lancer, un jour, en politique aux Etats-Unis. D'ici à son retour, prévu en juin, il ne rate pas un article du *New York Times*, entre deux cours, en anglais, sur le patrimoine culturel de l'Union européenne.

En 2024-2025, la France a accueilli 6 381 étudiants américains, selon Campus France, soit un recul de 5 % par rapport à 2022. En parallèle, leur présence en Europe a progressé de 6,2 % sur un an. « Depuis 2020, le nombre d'Américains dans notre faculté a visiblement baissé, et le français est de moins en moins enseigné dans les universités américaines », déplore Lucie De Carvalho, coordinatrice de l'International Student Exchange Program (ISEP), à Lille.

« Transformer son cadre de vie »

Pourtant, certains continuent de venir, séduits par des frais de scolarité plus abordables et des atouts académiques : « La France est pionnière dans l'économie sociale et solidaire. Pour les sciences exactes et expérimentales, notre attractivité repose sur la qualité des laboratoires et de nos équipements, qui sont au même niveau que les Américains », rapporte Vincent Michelot, vice-président chargé des relations internationales de l'Ecole normale supérieure de Lyon, et spécialiste de l'histoire politique des Etats-Unis.

A l'Institut d'administration des entreprises (IAE) d'Aix-Marseille, un autre facteur semble jouer. Directrice du master 1, Cécile Bozzo, remarque un effet Donald Trump dans les dossiers reçus pour 2026-2027 : « Jusqu'à présent, ils venaient parce qu'ils avaient des racines françaises, ou pour des raisons amoureuses. Aujourd'hui, ils conçoivent l'Europe comme une manière de transformer durablement leur cadre de vie, à l'instar des jeunes Chinois ou Indiens. »

A Sciences Po Paris, le directeur des affaires internationales, Jeremy Perelman, constate, lui, un « doublement des candidatures » au niveau master, sans pouvoir encore livrer de chiffres précis : « Le climat actuel et les baisses de subventions des universités américaines poussent des jeunes à regarder au-delà des Etats-Unis. » La grande école parisienne apparaît nettement dans leur radar : 13 % des étudiants états-uniens titulaires d'un visa en France y sont inscrits, d'après l'établissement.

Pour Kutina, 22 ans, ce sont les coupes budgétaires à l'œuvre dans son pays d'origine qui ont motivé son départ. « Les réductions de budget à l'Institut national de la sécurité et de la santé au travail ont eu pour conséquence que l'une des écoles où j'avais postulé ne pouvait plus accueillir les étudiants de master dans un centre de recherche financé par l'institut, mettant fin à un partenariat de plusieurs années », regrette l'étudiante en psychologie du tra-



PALM ILLUSTRATIONS

vail à l'université d'Etat du Kansas. Depuis septembre 2025, elle poursuit son master à Aix-Marseille Université (AMU). Objectif : se spécialiser sur les travailleurs étrangers et pratiquer son français. Si une année de master à l'AMU coûte 3 891 euros – pour les étudiants internationaux (hors UE/EEE), soit trois fois moins qu'à l'université d'Etat du Kansas –, l'Américaine a, malgré tout, eu besoin d'une aide financière. Marquée par les années qu'il a fallu à sa mère pour rembourser ses études, Kutina refuse toutefois de s'endetter. Elle a donc décidé de postuler à la bourse franco-américaine Fulbright. Mais l'attente est longue : « Nous étions désemparés. Personne ne savait si les bourses seraient attribuées cette année. » Elle n'obtiendra une réponse positive qu'en mai 2025.

Outre-Atlantique, les aides à la mobilité ont été fragilisées par l'incertitude budgétaire. « L'arrivée de Trump s'est accompagnée d'un gel temporaire, depuis levé, de plusieurs financements en 2025, touchant les bourses Fulbright et Gilman. Des jeunes ont dû renoncer à leurs projets », explique la Nafsa, association américaine qui regroupe des professionnels de l'éducation internationale.

« Le climat actuel et les baisses de subventions des universités américaines poussent des jeunes à regarder au-delà des Etats-Unis »

JEREMY PERELMAN
directeur des affaires internationales
de Sciences Po Paris

Mais les effets de la politique de Donald Trump ne se limitent pas aux financements. A Aix-en-Provence, Kutina a la boule au ventre chaque fois que les chaînes diffusent les informations en continu. « Je me sens encore plus impuissante, si loin de tous les problèmes de mon pays. » A distance, elle tente pourtant d'agir : « J'ai écrit aujourd'hui à ma représentante au Kansas pour dénoncer la complexité des votes en ligne. »

Priorité à l'intégration

Une fois son master en poche, elle prévoit de retourner travailler aux Etats-Unis, auprès de ses parents. Chaque soir, elle les appelle sur WhatsApp. Les conversations glissent rapidement vers la politique, entre une anecdote sur la météo et des nouvelles du quotidien. « Mon beau-père bosse dans une entreprise de construction. Il se plaint des prix des matériaux qui augmentent à cause de la hausse des droits de douane », confie-t-elle, la voix serrée.

Riley, 24 ans, se fait, elle, du souci pour ses amis qui résident aux Etats-Unis avec un visa de travail. « Sur Instagram, j'ai vu que des personnes avaient été arrêtées lors de leurs rendez-vous avec les services de l'immigration... C'est triste »,

confie l'étudiante à l'IAE d'Aix-Marseille. Débarquée en France en 2024, cette discrète native de Georgie se retrouve à incarner, malgré elle, son pays, auprès des autres élèves. Après l'enlèvement du président Nicolas Maduro, le 3 janvier 2026, elle en parle longuement avec sa meilleure amie vénézuélienne : « J'avais honte que mon pays fasse autant de mal. » Même en classe, difficile de s'extraire de l'actualité. En cours de géopolitique, ou de business international, les questions fusent vers elle. Riley perçoit aussi un renforcement des stéréotypes anti-américains : certains plaisantent sur les fusillades ou la testent sur des capitales européennes évidentes. « C'est un peu humiliant... mais je suis parfois la première Américaine avec qui ils échangent », relativise-t-elle.

Selon Mélanie Vijayarajnam, docteure en psychologie transculturelle, ce type d'expérience n'est pas anodin : « Etre réduit à la politique de son pays peut être profondément vulnérabilisant. Cela revient à assigner l'étudiant à une identité nationale figée. Cela peut produire un sentiment d'injustice. » Consciente de ces enjeux, Aix-Marseille Université dit accorder un soin particulier à l'intégration du public étranger. L'établis-

« On me demande souvent pour qui je vote », raconte un étudiant américain

sement, qui compte 123 Américains en programme d'étude à l'étranger (2024-2025), a doublé les effectifs de ses chargés d'accueil des arrivants internationaux et obtenu une troisième étoile au label « Bienvenue en France », qui certifie la qualité de leur accueil. « Personne ne s'est plaint d'un autre élève. L'atmosphère reste très tolérante et aucun Américain ne nous a signalé de problème d'intégration », affirme Ciara Chailloux, responsable du bureau de la direction des relations internationales du campus Schuman à Aix-en-Provence.

« Image simpliste »

A la Toulouse School of Management, l'association des étudiants internationaux ne chôme pas. Dégustation de vin, virées au marché, visites du Musée des Augustins... « L'accueil est très chaleureux ! », s'enthousiasme Fletcher, 24 ans, originaire de Chicago. Inscrit en master « ressources humaines », il fréquente en majorité d'autres camarades étrangers.

Mais l'intégration passe aussi par les questions politiques : « On me demande souvent pour qui je vote. Aux Etats-Unis, on n'en parle pas aussi ouvertement. » A chaque fois, il répond qu'il soutient le camp démocrate, dans un sourire un peu crispé. « Il y a une envie de montrer qu'on est informé et critique afin de contrebalancer l'image simpliste que les autres projettent sur son pays », commente Mélanie Vijayarajnam. Lors d'une visite des parents de Fletcher sur le campus, c'est sa belle-mère qui ne savait plus où se mettre lorsqu'on l'a interrogée sur l'avortement. « C'était gênant ! », admet-il.

Tout comme il suit de près la politique américaine depuis Lyon, Fletcher reste attentif à ce qui se passe en France : « Vous vous rapprochez des Etats-Unis sur le plan politique. Retirer des aides au logement pour les étudiants étrangers montre la direction que prend le pays. Mais tant qu'elle nous accueille, je suis content d'être en France. » Fletcher savoure le moment, mais il sait que rien n'est jamais acquis : ce qu'il admire aujourd'hui pourrait se déliter demain. ■

AUDREY PARMENTIER

Du côté des étudiants français, le rêve américain se fissure

SUR L'ÉCRAN DE LÉON LAULUSA, directeur de l'ESCP Business School, défilent les lignes d'un vaste tableau de bord recensant les candidatures à la mobilité vers les Etats-Unis. D'ordinaire, tout se remplit sans accroc. Cette fois, quelques cases vides sautent aux yeux. Un phénomène inédit : « Si les universités les plus prestigieuses restent très demandées, ces places vacantes signalent une baisse d'attractivité. »

Même constat à Kedge Business School : le nombre d'étudiants partant au pays de l'Onclé Sam a chuté à 51 en 2025, contre 66 en 2023. Une tendance qui inquiète outre-Atlantique. « Nous sommes davantage sollicités par les universités américaines pour des demandes de partenariat. Certaines se sentent fragilisées et en décalage par rapport aux orientations politiques de leur pays », note Céline Davesne, la directrice des programmes et de l'international de l'école de commerce.

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche est-il en train de gripper le rêve américain des jeunes Français ? « C'est une tendance nationale confirmée par le réseau des vice-présidents relations internationales, responsables stratégiques au sein des universités et institutions », souligne Vincent Michelot, qui occupe lui-même ce poste à l'Ecole nationale supérieure de Lyon.

Un frémissement qui n'apparaît pas encore dans les statistiques. Sur l'année 2024-2025, l'Institute of International Education, qui recense les mobilités étudiantes, relevait même une légère hausse : 8 700 Français se sont rendus aux Etats-Unis, soit 2 % de plus qu'en 2023-

2024. Une géographie des choix se dessine toutefois. « Il y a une préférence nette envers les Etats démocrates et une désaffection pour les plus républicains, comme le Texas », précise Lucie De Carvalho, coordinatrice de l'International Student Exchange Program à l'université de Lille. Par ailleurs, la perception d'une nation américaine moins ouverte et plus bureaucratique semble peser sur les décisions des postulants. « Beaucoup s'inquiètent de la complexité des démarches, mais aussi de l'incertitude quant à l'obtention de leur visa », ajoute Vincent Michelot.

Poussés à l'autocensure

Outre-Atlantique, les facultés d'accueil collectent les données personnelles, académiques et financières des candidats, avant de les transmettre aux services d'immigration de leur pays. « L'université du Maryland annonçait à l'automne [2025] un délai de six mois pour traiter un dossier d'étudiant international. Pour un autre élève, nous avons finalisé la procédure en six semaines à l'université du Kansas. La situation est différente d'un établissement à l'autre », poursuit le spécialiste.

Si les lourdeurs administratives ont toujours existé, la vigilance politique s'est renforcée. Depuis le 18 juin 2025, le département d'Etat scrute les profils en ligne de manière approfondie avant de délivrer le précieux visa étudiant. Sur TikTok, de jeunes internautes détaillent leur rendez-vous à l'ambassade américaine et partagent leurs astuces : passer leurs comptes sur les

réseaux sociaux en public – afin de simplifier la vérification –, effacer les posts politiques... De quoi pousser certains étudiants à s'autocensurer. « A compter de l'arrivée de Trump, on a vu une vraie réticence chez les étudiants issus des minorités à envisager un départ aux Etats-Unis. Le profil des postulants s'est homogénéisé », témoigne Lucie De Carvalho. Ses difficultés sont encore plus marquées du côté des personnes transgenres, contraintes d'indiquer leur sexe assigné à la naissance dans le cadre de leur demande de visa, depuis le décret présidentiel du 20 janvier 2025.

Au-delà des cas spécifiques, ce désintérêt pour le pays de la bannière étoilée n'est pas nouveau. « On l'avait déjà observé, en 2004, lors de la réélection de George Bush. Le même phénomène s'était reproduit après la première élection de Donald Trump, en 2016 », rappelle Vincent Michelot.

Pendant ce temps, l'Asie en profite. A l'Institut d'administration des entreprises (IAE) d'Aix-Marseille, seuls deux étudiants s'envolent pour les Etats-Unis cette année, contre une dizaine vers le Japon. « Entre l'effet de mode culturel, le système éducatif très rigoureux et des coûts largement plus raisonnables, l'Asie séduit », conclut Cécile Bozzo, directrice du master 1 de l'IAE. A l'ESCP, les demandes d'admissions en Chine ont doublé en 2025-2026 – 65 élèves s'y rendront prochainement. Après tout, le goût de l'exploration peut encore l'emporter sur les convictions politiques. ■

AU. P.